

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT "CGA" DE L'ONERA

I - Préambule : Les conditions générales d'achat "CGA" régissent les relations contractuelles entre l'Onera et ses fournisseurs pour tout achat de produits et/ou exécution de prestations de toute nature (ci-après dénommés "Fournitures") qui fera l'objet d'une commande "CDE" émise par l'Onera. L'acceptation de la CDE implique de plein droit l'acceptation des présentes sauf dérogation expressément mentionnée dans la CDE ou réserves écrites du fournisseur notifiées à l'Onera avant tout commencement d'exécution et sous dix jours calendaires à sa date d'émission. En acceptant la CDE, le fournisseur atteste qu'il l'exécutera conformément aux prescriptions particulières éventuelles (cahier des charges) ainsi qu'aux lois et règles en vigueur. Il en est notamment ainsi des dispositions applicables au droit du travail, à la sécurité des personnes et des biens et au domaine environnemental. Les conditions générales d'achat de l'ONERA prévaudront sur tous autres documents du fournisseur et notamment ses conditions générales de vente.

II - Livraison : Chaque livraison doit être faite au(x) lieu(x) et dans les conditions précisées dans la CDE. Elle doit être accompagnée d'un bordereau de livraison comportant obligatoirement le numéro de la CDE, les numéros de postes, la désignation complète et les quantités objet de la livraison. Les livraisons fractionnées peuvent être acceptées. Toute livraison excédentaire par rapport à la CDE peut être refusée.

III - Réception - Transfert de propriété : Les "Fournitures" font l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives. Si celles-ci s'avèrent satisfaisantes, la réception est prononcée. Elle entraîne alors transfert de propriété et des risques. L'Onera peut refuser tout ou partie des Fournitures pour non conformité à la CDE. Le fournisseur procède alors, selon le choix de l'Onera, soit au remplacement des "Fournitures" rejetées, soit à l'émission au profit de l'Onera d'un avoir correspondant au prix des Fournitures rejetées.

IV - Assurances : Le fournisseur doit avoir contracté des assurances garantissant l'ensemble des dommages de toute nature qu'il est susceptible de causer à l'Onera ou à des tiers à l'occasion de l'exécution de la CDE, y compris, le cas échéant, aux biens confiés.

V - Garanties : Sans préjudice des garanties légales, le fournisseur accorde à l'Onera une garantie contractuelle pour la durée fixée dans la CDE ou à défaut dans l'offre, dont le point de départ, est la date de réception. Au titre de cette garantie, le fournisseur s'oblige à remettre en état ou remplacer à ses frais la fourniture défectueuse dans les meilleurs délais.

VI - Délais de livraison ou d'exécution : La ou les dates limites de livraison ou d'exécution sont précisées dans la CDE. Le titulaire peut toutefois, dans son accusé de réception, faire état d'une autre échéance qui, sans réponse de l'Onera, vaut acceptation. Les délais de livraison sont impératifs, tout manquement pourra donner lieu à des dédommagements.

VII - Prix - Facturation - Règlement : Sauf dérogations mentionnées dans la CDE, les prix sont fermes et définitifs.

▪ **Facture (2 exemplaires) :** La facture "un original et un duplicata" doit faire référence à la CDE et faire apparaître distinctement, outre les mentions légales obligatoires, le détail, références et quantités des fournitures et matériels livrés ou prestations exécutées. Elle est impérativement à libeller et à adresser selon les précisions données dans la CDE. Le comptable assignataire des versements est le Trésorier Payeur Général, Agent Comptable principal ou secondaire de l'Onera.

▪ **Règlement des sommes dues :** Sauf mention différente dans la CDE, le paiement des sommes dues est effectué à terme échu selon les règles de la comptabilité publique et à soixante jours à compter de la date d'émission de la facture. Il est précisé que l'Onera ne peut payer aucun acompte au titre d'une CDE.

VIII - Normes - documentation : Les "Fournitures", objet de la CDE, doivent être conformes aux normes homologuées ou répondre aux règles imposées en vigueur en France. Le fournisseur s'engage à fournir, lorsqu'elle s'impose, la documentation mise à jour, sans supplément de prix, afin d'assurer un fonctionnement correct des "Fournitures" et de pouvoir assurer sa maintenance. Pour les marchandises dangereuses, outre le respect des règles spécifiques associées, le fournisseur doit joindre la fiche de données de sécurité.

IX - Dispositions particulières

▪ **Discretion - confidentialité :** Le fournisseur et ses intervenants sont soumis à des obligations de discrétion et de confidentialité concernant tous renseignements ou informations qui pourraient être portés à leur connaissance. A ce titre, il est notamment précisé ou rappelé que l'article 29 du décret n° 84.31 du 11 janvier 1984 dispose que : "toutes personnes appelées à travailler pour l'Onera, à quelque titre que ce soit, sont tenues d'observer la discrétion la plus absolue en ce qui concerne les échanges de vues et les travaux dont elles ont connaissance".

▪ **Propriété industrielle et intellectuelle :** La reproduction et/ou l'emploi par le titulaire et/ou par des tiers, sans autorisation de l'Onera des spécifications, formules, dessins, détails de fabrication, etc. constitue une contrefaçon passible de poursuites judiciaires. Le fournisseur garantit que ses fournitures sont libres d'usage ; il garantit donc l'Onera contre toutes les revendications des tiers en matière de propriété industrielle et intellectuelle pour les éléments qu'il livre et s'engage à prendre en charge toutes les conséquences et les condamnations financières qui pourraient en résulter pour l'Onera.

L'Onera acquiert la propriété pleine et entière des résultats des études, développements et/ou prestations réalisées au titre de la CDE, y compris notamment les liasses, plans, notes techniques, dessins, maquettes, prototypes et tout élément de savoir faire nécessaire à l'utilisation et/ou la reproduction des résultats commandés. Si la protection industrielle des résultats peut être assurée, seul l'Onera pourra déposer à son nom et à ses frais, toute demande de propriété industrielle. L'Onera se réserve également les droits de propriété intellectuelle sur tous les résultats non susceptibles d'être protégés par un titre de propriété industrielle.

Toute publication ou communication par le titulaire ayant trait à des travaux de l'Onera ou se rattachant aux résultats de la CDE est subordonnée à une autorisation préalable écrite de l'Onera.

▪ **Sécurité :** Les préposés du fournisseur ou toute autre personne appelée à intervenir à sa demande et sous sa responsabilité dans l'enceinte de l'Onera devront avoir été préalablement agréés par l'Onera. A ce titre et en référence à la CDE, le fournisseur est tenu de préciser à l'Onera "chef de centre à l'attention du chargé de sécurité", les coordonnées de l'entreprise intervenante, ainsi que la liste de chaque intervenant en indiquant pour chacun les renseignements suivants : date et lieu de naissance, nationalité, fonction dans l'entreprise en rappelant notamment les lieux, dates et durée d'intervention.

Tout changement que le fournisseur voudrait apporter à la composition de cette liste ou toute modification touchant aux renseignements individuels qui y sont portés sera aussitôt soumis à l'approbation des autorités de l'Onera susvisées. Sans avoir à en donner les motifs, l'Onera peut à tout moment décider de refuser un agrément ou de le retirer avec obligation de remplacement. Le fournisseur fera son affaire des litiges avec ses intervenants dès lors qu'ils seraient générés par une telle décision.

Pour les prestations qui entrent dans le champ d'application des différents textes fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations ou travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, l'Onera assume les obligations de l'entreprise utilisatrice et le titulaire de la CDE celles de l'entreprise extérieure. A ce titre, il est entre autres rappelé que le plan de prévention préalable est de règle. Il en est également ainsi des dispositions réglementaires adaptées aux opérations de chargement et de déchargement de marchandises qui admettent, dans ce cas, le protocole de sécurité.

X - Résiliation : L'Onera peut résilier la CDE de plein droit, sans mise en demeure préalable ni paiement d'indemnités, en cas d'inexécution dans les délais fixés, de défaillance ou d'impossibilité de satisfaire les exigences techniques définies ou en cas de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions de la CDE. L'Onera est par ailleurs en droit de réclamer au titulaire la réparation du préjudice subi.

XI - Droit applicable et règlement des litiges : Les CGA et la CDE sont régis par le droit français. En cas de contestations relatives aux présentes CGA et/ou à la CDE, les parties feront leur possible afin de régler le différend à l'amiable. Tout différend que les parties n'ont pu résoudre, faute d'accord intervenu dans un délai raisonnable, sera porté devant les tribunaux compétents de Paris.